



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales
Pôle modernisation et moyens
Plate-forme régionale des achats**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.)

**Mission de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (SPS)
bâtiminaire au profit des services de l'Etat en région Normandie.**

Accord cadre mono-attributaire à bons de commande.

Le présent document est commun aux lots n°3 et n°4

Le présent cahier des clauses techniques particulières précise les conditions dans lesquelles sont réalisés les missions de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (SPS) bâtiminaire du marché passé pour les locaux des services de l'État en région Normandie, appelés services bénéficiaires.

<u>Référence de la consultation</u>	2025PFRANORMMCTCSPS
<u>Procédure de passation</u>	Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande publique
<u>Code C.P.V. principal</u>	71317210 Services de conseil en matière de santé et de sécurité
<u>Code GM</u>	36.04.03 : Etude préalable, audit, expertise liés aux travaux (ETUDE EXPT TRAVAUX).
<u>CCAG APPLICABLES</u>	CCAG prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021

Table des matières

ARTICLE 1 - Préambule.....	4
ARTICLE 2 - Objet de l'accord cadre.....	4
ARTICLE 3 – Description des ouvrages.....	5
ARTICLE 4 – Dispositions réglementaires.....	5
ARTICLE 5 – Qualification professionnelle du CSPS.....	6
ARTICLE 6 – Désignation du responsable technique du CSPS.....	6
ARTICLE 7 – Réunion de coordination.....	7
ARTICLE 8 – Engagement des titulaires.....	7
ARTICLE 9 – Catégorie de chantiers.....	7
ARTICLE 10 – Détail technique des prestations pour les opérations de catégorie 1.....	7
10.1 – Conception.....	8
10.1.1 – Phase Esquisse / Phase Diagnostic.....	8
10.1.2 – Phase avant-projet sommaire.....	8
10.1.3 – Phase avant-projet définitif.....	9
10.1.4 – Phase projet et dossier de consultation des entreprises.....	9
10.1.5 – Phase assistance à la passation des contrats de travaux.....	9
10.2 – Réalisation.....	9
10.2.1 – Phase études d'exécution (préparation de chantier).....	9
10.2.2 – Phase déroulement de l'exécution des contrats de travaux.....	10
10.2.3 – Phase d'assistance aux opérations de réception (transmission à l'exploitant).....	11
10.2.4 – Phase année de parfait achèvement.....	11
10.3 – Présence du CSPS sur l'opération.....	11
10.3.1 – Participation aux réunions de conception.....	11
10.3.2 – Participation aux réunions de chantier.....	12
10.3.3 – Visites organisées à l'initiative du CSPS (visites inopinées).....	12
ARTICLE 11 – Détail technique des prestations pour les opérations de catégorie 2.....	12
11.1 – Conception.....	12
11.1.1 – Phase Esquisse / Phase Diagnostic.....	12
11.1.2 – Phase avant-projet sommaire.....	12
11.1.3 – Phase avant-projet définitif.....	13
11.1.4 – Phase projet et dossier de consultation des entreprises.....	13
11.1.5 – Phase assistance à la passation des contrats de travaux.....	14
11.2 – Réalisation.....	14
11.2.1 – Phase études d'exécution (préparation de chantier).....	14
11.2.2 – Phase déroulement de l'exécution des contrats de travaux.....	15
11.2.3 – Phase d'assistance aux opérations de réception (transmission à l'exploitant).....	15
11.2.4 – Phase année de parfait achèvement.....	15
11.3 – Présence du CSPS sur l'opération.....	15

11.3.1 – Participation aux réunions de conception.....	15
11.3.2 – Participation aux réunions de chantier.....	15
11.3.3 – Visites organisées à l’initiative du CSPS (visites inopinées).....	16
ARTICLE 12 – Détail technique des prestations pour les opérations de catégorie 3.....	16
12.1 – Conception.....	16
12.2 – Réalisation.....	17
12.3 – Présence du CSPS sur l’opération.....	18
12.3.1 – Participation aux réunions de chantier.....	18
12.3.2 – Visites organisées à l’initiative du CSPS (visites inopinées).....	18
ARTICLE 13 – Modalités d’exécution générales.....	18
13.1 – Autorité	18
13.2 – Moyens matériels.....	19
13.3 – Protection de l’environnement contre les déchets.....	19
13.4 – Sécurité des personnes extérieures au chantier.....	19
13.5 – Amiante et plomb.....	20
13.6– Registre journal de Chantier (RJC).....	20
13.7 – Plan Général de Coordination (PGC et PGSC).....	20
13.8 – Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS et PPSSPS).....	21
13.9 – Dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage (DIUO).....	22
13.10 – Registre des procès-verbaux du CISSCT.....	23
13.11 – Plan de prévention.....	23
ARTICLE 14 – Synthèse des livrables attendus.....	23
ARTICLE 15 – Responsabilité.....	24

ARTICLE 1 - Préambule

Les services déconcentrés de l'État dans la région de Normandie ont décidé de coordonner leurs besoins communs en ce qui concerne les prestations intellectuelles bâtimentaires sur les missions de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (SPS).

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de coordonner la passation de l'accord-cadre pour le compte des services déconcentrés de l'État, est M. Le préfet de la région Normandie représenté par Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR Normandie).

Il est chargé de coordonner la passation du marché public pour le compte des services de l'État, appelés services bénéficiaires. Il est chargé de signer et de notifier le marché public, chaque service ou établissement public, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution. Il est chargé de signer et de notifier l'accord cadre.

La PFRA (Plate-forme Régionale des Achats) est rattachée au SGAR (Secrétariat Général pour les Affaires Régionales). La PFRA coordonne les besoins sur ce segment pour le compte des services déconcentrés de l'État.

ARTICLE 2 - Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet la réalisation de prestations intellectuelles portant sur la mission de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (SPS) sur les bâtiments de l'État, au profit des services de l'État en région Normandie.

Il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire à bons de commande. Un seul attributaire est désigné par lot. Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un maximum en euros HT par lot.

Les services de l'État en région Normandie sont désignés dans le présent document comme « services bénéficiaires ». Chaque service bénéficiaire est chargé d'exécuter les bons de commandes pour ce qui le concerne.

Les missions de coordination SPS sont alloties géographiquement de la manière suivante :

N° des lots	Intitulé des lots	Montant HT maximum sur la durée totale de l'accord-cadre, reconduction comprise
Lot n°3	Mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) Seine Maritime (76) - Eure (27)	600 000€
Lot n°4	Mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) Calvados (14) - Manche (50) - Orne (61)	600 000€

Dès que plusieurs entreprises interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, un coordonnateur chargé de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS) doit être nommé. Pour le compte du maître d'ouvrage et en appui du maître d'œuvre, il contribue à prévenir les risques liés à la coactivité et veille à ce que les principes généraux de prévention soient mis en œuvre et respectés sur les chantiers.

Pour organiser au mieux la prévention liée à cette coactivité, le législateur a rendu obligatoire la nomination d'un coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS). Aux côtés du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre dès la phase de conception, et avec les entreprises impliquées dans l'opération, il veille à l'application des principes généraux de prévention, s'assure que chacun dispose des moyens nécessaires pour y parvenir et participe à l'analyse des risques pour les interventions ultérieures.

ARTICLE 3 – Description des ouvrages

Les prestations concernent notamment des opérations de réhabilitation et/ou de rénovation, des opérations de travaux, ou de construction neuve pour l'ensemble du patrimoine immobilier des services de l'État en région Normandie incluant les bâtiments classés au patrimoine des monuments historiques.

Les prestations décrites au présent CCTP sont à réaliser sur un nombre de bâtiments importants de complexité technique différente tels que :

- Bâtiments administratifs
- Bâtiments d'habitation,
- Locaux à usage technique
- Sites à accès restreint et sécurisé (gendarmerie, police, services pénitentiaires)

Cette typologie de bâtiments est non exhaustive.

Par ailleurs, les opérations peuvent être réalisées sur un site vide ou en exploitation.

Ces bâtiments sont classés de la manière suivante selon 3 niveaux de complexité :

- Opération simple : Sont concernés les bâtiments ERP 5ème catégorie et les bâtiments classés code du travail.
- Opération moyenne : Sont concernés les ERP de catégorie 2 à 4 et ERP de 5 -ème catégorie avec locaux à sommeil
- Opération complexe : Sont concernés les bâtiments de type IGH et ERP 1ère catégorie ainsi que les bâtiments classés au patrimoine historique.

ARTICLE 4 – Dispositions réglementaires

Les missions s'exécuteront notamment conformément aux dispositions des textes suivants :

- Le code de la commande publique
- Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil
- Directive 92/57/CEE du 24 juin 1992 qui a instauré le principe d'une coordination de sécurité-santé dans le secteur de la construction. Ce texte a été transposé en droit français dans le Code du travail : les dispositions contenues dans les articles R.4532-11 à 16 encadrent la mission de coordonnateur SPS.
- Livre V de la quatrième partie du code du travail.
- Loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976 modifiée relative au développement de la prévention des accidents du travail.
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail.

- Code du travail, chapitre II relatif à la coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil.
- La norme NF P03-001
- La norme NF X46-020
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- Code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs.
- Code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité.

ARTICLE 5 – Qualification professionnelle du CSPS

Le niveau de compétence minimal requis, selon les catégories d'opération, pour exercer la fonction de coordonnateur SPS est fixé aux articles R4532-23 à R4532-29 du Code du travail (expérience professionnelle en matière de construction et de prévention des risques et suivi d'une formation dispensée par un organisme certifié).

- Niveau 1 : aptitude à coordonner toutes opérations
- Niveau 2 : aptitude à coordonner les opérations des deuxièmes et troisièmes catégories
- Niveau 3 : aptitude à coordonner les opérations de troisième catégorie

Conformément à l'article R4532-29 du code du travail, le maître d'ouvrage justifie, sur demande de l'inspection du travail, de la compétence du coordonnateur qu'il a désigné.

Avant notification et tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire du marché a l'obligation de proposer une personne physique dont les compétences en matière de coordination SPS respectent le présent article.

Le titulaire s'engage à justifier des compétences du CSPS sur simple demande de la PFRA ou du service bénéficiaire tout au long de l'exécution du présent accord-cadre.

Le CSPS attribué à une opération doit être titulaire de l'attestation de compétence à jour correspondant aux missions de coordonnateur durant les phases de conception et de réalisation. Le niveau de compétence attribué par cette attestation devra correspondre à la catégorie d'opération visée.

La coordination sera assurée pour chaque phase (conception et réalisation) par les personnes physiques nommément désignées lors de l'émission du bon de commande.

Conformément à l'article R.238-6 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, la personne physique qui exerce la fonction de coordonnateur, en son propre nom ou au nom de l'organisme qui l'emploie, ne peut pas être chargée, dans le cadre d'une même opération de bâtiment ou de génie civil, de la fonction de contrôleur technique visée à l'article L. 111-23 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6 – Désignation du responsable technique du CSPS

Dès la notification d'une commande, comme prévu au CCAP, portant sur le marché attribué, le titulaire propose au représentant du service bénéficiaire, la personne physique compétente pour exécuter la mission de coordination de la sécurité et de la protection de la santé. A ce titre, le titulaire communique au représentant du service bénéficiaire à l'origine de la demande la justification de son niveau de compétences.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la mission, la même personne physique comme CSPS. Il proposera également pour chaque intervention un suppléant en cas d'empêchement de la personne désignée.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Le titulaire communique au représentant du maître de l'ouvrage le nom, le curriculum vitae d'un coordonnateur remplaçant disposant de compétences et d'expériences au moins équivalentes au coordonnateur désigné en premier.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du service bénéficiaire. Tout changement doit immédiatement être notifié au représentant du service bénéficiaire et être dûment motivé, conformément aux conditions fixées à l'article 11.1 « Représentation des parties » du CCAP « Missions de contrôle technique et de coordination SPS bâtementaires ».

Le représentant du service bénéficiaire se réserve le droit de refuser ce changement de prestataire en cours de mission.

ARTICLE 7 – Réunion de coordination

À compter de la validation de la commande, comme prévu au CCAP, et en tout état de cause avant le début de chaque prestation, une réunion de coordination est organisée en présence du ou des représentants du titulaire du marché, du service bénéficiaire et du maître d'ouvrage. Ce rendez-vous pose les modalités de la mission de CSPS, les attentes du service bénéficiaire, le périmètre exact de chaque prestation, le planning et les conditions d'exécution.

ARTICLE 8 – Engagement des titulaires

Pour chaque opération, le titulaire devra, dans le cadre de l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre. Les travaux impliqueront en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en fonction de l'occupation du chantier.

Le titulaire accepte au titre de sa mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants dans l'acte de réhabilitation, de rénovation ou de construction.

ARTICLE 9 – Catégorie de chantiers

La coordination de sécurité est organisée en fonction de différentes catégories d'opérations (article R.4532-1).

La réglementation définit 3 catégories, selon le niveau de coordination exigé :

- **Catégorie 1** : opérations de plus de 10 000 hommes x jour (soit plus de 80 000 h ou environ 4 M €) avec au moins 10 entreprises pour les opérations de bâtiment ou 5 pour les opérations de génie civil
- **Catégorie 2** : opérations de plus de 500 hommes x jour (soit 4 000 h ou environ 300 000 €) ou chantier de 30 jrs avec un effectif en pointe supérieur à 20 salariés et hors catégorie 1
- **Catégorie 3** : autres opérations

ARTICLE 10 – Détail technique des prestations pour les opérations de catégorie 1

La coordination doit être assurée par un coordonnateur de niveau 1.

Il s'agit des opérations les plus complexes, celles dont le volume excède 10 000 hommes / jour, soit 80 000 heures, et dont le nombre d'entreprises est supérieur à 10 s'il s'agit d'une opération de bâtiment et à 5 s'il s'agit d'une opération de génie civil.

Ces deux conditions sont cumulatives : si l'une des deux n'est pas remplie l'opération reste en niveau 2.

En plus de la totalité des prestations demandées pour les opérations de catégorie 2, le coordonnateur prend en charge le fonctionnement d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

10.1 – Conception

10.1.1 – Phase Esquisse / Phase Diagnostic

Le coordonnateur :

- Ouvre le registre journal de coordination (RJC) ;
- Répertorie les points à traiter dans les documents graphiques, le relevé topo, le plan masse, la notice descriptive et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité ;
- Fait des propositions et les transmet à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
- Organise une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues ;
- Fait valider un compte-rendu par le MOA pour l'intégrer au RJC.

10.1.2 – Phase avant-projet sommaire

Le coordonnateur SPS doit :

- Répertorier les points à traiter dans les documents graphiques et techniques, la notice explicative et descriptive, le planning prévisionnel, les diagnostics et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité via la mise en place d'inspection des lieux visant à :
 - Délimiter le chantier
 - Matérialiser les zones de dangers spécifiques
 - Préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins,
 - Définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel
 - Définir les consignes de sécurité.
- Organiser une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues ;
- Faire valider un rapport d'analyse des risques par le MOA pour l'intégrer au RJC, par exemple :
 - Nettoyage des surfaces vitrées en élévation
 - Nettoyage des surfaces vitrées en toiture
 - Accès en couverture - moyens de sécurité vis à vis des chutes
 - Possibilité de mise en place de garde-corps ou à défaut de filets en couverture
 - Chemins permanents de circulation pour interventions fréquentes en couverture
 - Entretien des façades, moyens d'arrimage et de stabilité des échafaudages
 - Ravalements des halls de grande hauteur
 - Accès aux cabines d'ascenseurs
 - Accès aux canalisations en galerie technique
 - Accès en vide – sanitaire

Cette liste étant non exhaustive

10.1.3 – Phase avant-projet définitif

Le coordonnateur SPS doit :

- Visiter et définir les aménagements des chantiers (clôture, voies d'accès) avec le maître de l'ouvrage ou son représentant (Intègre des interférences du chantier avec les activités d'utilisation et d'exploitation) ;
- Répertorier les points à traiter dans les documents graphiques et techniques, la notice explicative et descriptive, le planning prévisionnel, le rapport préliminaire du bureau de contrôle et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité ;
- Faire des propositions et les transmettre à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
- Organiser une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues ;
- Elaborer le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il sera transmis au maître de l'ouvrage sous format dématérialisé (.pdf avec reconnaissance de texte), afin de l'inclure dans les pièces contractuelles des marchés de travaux confiés aux entreprises ;
- Ouvrir un projet de DIUO ;
- Analyser les dossiers, participer aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations ;
- Rédiger des déclarations préalables qui seront transmises par le maître de l'ouvrage à l'OPPBTP, la CARSAT et l'inspection du travail à joindre au dépôt du permis de construire.

10.1.4 – Phase projet et dossier de consultation des entreprises

Le coordonnateur SPS doit :

- Finaliser le PGC suite à l'inspection des lieux et à partir de la version validée lors de l'avant-projet définitif (le PGC initial fait partie du dossier de consultation remis aux entreprises).
- Rédiger les règles de fonctionnement du CISSCT
- Analyser des dossiers de conception, vérifier la cohérence des pièces du marché avec le PGC, participer aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations.
- Émettre un avis, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité et la santé lors du chantier.
- Établir un projet de DIUO et la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises.
- Participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'OPC et veiller à la prise en compte des risques liés aux coactivités simultanées et/ou successives.

10.1.5 – Phase assistance à la passation des contrats de travaux

Le coordinateur SPS intervient dans la mise au point des marchés avec les entreprises afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques.

Il donne également son avis sur le contenu du Dossier de Consultation Entreprise (DCE) ainsi que sur le contenu des offres lors de l'analyse de celles-ci.

10.2 – Réalisation

10.2.1 – Phase études d'exécution (préparation de chantier)

Le coordonnateur :

- Établit les convocations et l'ordre du jour de la réunion initiale du CISSCT ;

- Procède avec chaque entreprise (préalablement à son intervention), y compris entreprise sous-traitante, à une inspection commune du chantier :
 - Précise au cours de cette inspection, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de Sécurité et de sante prises pour l'ensemble de l'opération ;
 - Programme cette inspection commune avant la remise des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
 - Informe l'entreprise sur les risques importés et exportés ;
 - Communique à l'entreprise les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elle devra donner à ses salariés ;
 - Communique l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence, et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement concernant les chantiers non clos et non indépendants.
- Délimite le chantier en concertation avec la ou les entreprises en charge des installations de chantier :
 - Matérialise les zones du secteur dans lequel se situe le chantier (zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir) ;
 - Précise les voies de circulation que pourront emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature des entreprises pour la réalisation des travaux ;
 - Définit les installations sanitaires, vestiaires et locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels, pour les chantiers non clos et non indépendants ;
- Prend en charge la gestion des PPSPS :
 - Demande les PPSPS aux entrepreneurs ;
 - Réceptionne les PPSPS des entreprises ;
 - Organise, avec les différentes entreprises y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes en même temps sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
 - Définit les modalités d'utilisation commune des installations, des matériels, des circulations verticales et horizontales ;
 - Propose les dispositions qui s'avéreraient nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;
 - Adapte le PGCSPS en y adjoignant et en harmonisant au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS ;
 - Informe le représentant du maître de l'ouvrage de l'adjonction des PPSPS dans le PGCSPS ;
 - Veille à leur information mutuelle, ainsi qu'à l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ;
 - Organise une réunion de sécurité avec les entreprises, le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.

10.2.2 – Phase déroulement de l'exécution des contrats de travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- Présider le CISSCT, constitué par le maître d'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux et rédiger les PV des réunions du CISSCT qui auront lieu au moins tous les 3 mois. L'adoption du règlement du CISSCT par toutes les entreprises peut être réalisée lors de la première réunion effective qui a lieu dès lors qu'il y a deux entreprises sur le chantier. L'ensemble des entreprises sera donc convié à cette réunion.
- Transmettre le PV au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, aux entreprises et à leur CHSCT.
- Compléter le registre - journal de la coordination (RJC) au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa.
- Compléter, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le DIUO et notamment collecter les notices des installations. Demander aux titulaires des marchés, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques permettant de compléter le DIUO. Faire porter ses demandes de documents techniques sur le compte rendu de réunion de chantier, établi entre le maître d'œuvre et les entreprises de travaux.

- Participer aux réunions de chantier, aux visites inopinées et formuler des observations.
- Au cours des visites du chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent.
- Donner un avis sur la mise à jour du calendrier
- S'assurer que les observations de coordination SPS sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantiers

10.2.3 – Phase d'assistance aux opérations de réception (transmission à l'exploitant)

Le coordonnateur SPS doit :

- À la réception des travaux, remettre la dernière version du PGC au maître d'ouvrage afin qu'il le conserve pendant 5 ans.
- Finaliser le DIUO, en collaboration avec le maître d'œuvre qui doit notamment comporter 5 parties :
 - Les renseignements administratifs
 - Les fiches relatives aux interventions (par intervention, par lieu d'intervention, par corps d'état)
 - Les documents annexés (éléments du DOE, plan d'accès et de circulation ...)
 - Le bordereau des documents non joints
 - Les PV des transmissions du DIUO au coordonnateur SPS réalisation, si différent du coordonnateur SPS conception et au maître d'ouvrage.

L'ensemble de ces documents sera répertorié sur un document spécifique.

- Transmettre le DIUO, à la réception des travaux au maître d'ouvrage (un PV de transmission joint au dossier remis). Si le DIUO n'est pas complet, il remet un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes (le DOE et les notices des entreprises étant à remettre au maître d'œuvre au plus tard dans les 2 mois après la réception).
- Compléter et faire viser le registre journal et le conserver pendant 5 ans.
- En option, contribuer à l'élaboration du dossier de maintenance qui reste supervisé et rédigé par le maître d'œuvre.
- Organiser une visite de l'ouvrage pour présenter le DIUO à l'exploitant.

10.2.4 – Phase année de parfait achèvement

Le coordonnateur SPS peut :

- Effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, si les travaux post-réception peuvent générer de la coactivité.
- Modifier et compléter si nécessaire le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

10.3 – Présence du CSPS sur l'opération

Le titulaire devra assister aux réunions de mise au point des études de conception organisées par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage, auxquelles le représentant du maître de l'ouvrage juge nécessaire de l'associer. Il sera invité par l'organisateur de ces réunions dans des délais compatibles avec l'organisation de son activité.

10.3.1 – Participation aux réunions de conception

Le titulaire participe à un minimum de 5 réunions de conception à la demande du maître d'ouvrage, destinées à mettre en place une collaboration poussée entre le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre. Ces réunions ont notamment pour objectif d'approfondir l'organisation du

chantier pour développer de manière performante et économique le PGC, notamment en mutualisant les actions de sécurité des entreprises.

Elles doivent également permettre de faire des choix relatifs à la conception du projet intégrant des éléments de sécurité dans un objectif de sécurisation des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

10.3.2 – Participation aux réunions de chantier

Le titulaire participe à une réunion de chantier (à raison d'un minimum de 1 heure/semaine répartie selon les besoins exprimés par le maître de l'ouvrage), destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier. De même, le titulaire organise **une réunion CISSCT tous les 3 mois**.

Le P.V. de l'ensemble de la réunion de chantier sera notifié par le maître d'œuvre au CSPS, qui formulera ses observations éventuelles.

En cas d'absence non justifiée, le titulaire du marché se verra appliquer les pénalités afférentes, conformément à l'article 17 pénalités du CCAP.

10.3.3 – Visites organisées à l'initiative du CSPS (visites inopinées)

Un minimum de trois visites mensuelles est effectué.

Le titulaire doit s'informer de l'état d'avancement des études et des travaux, et déterminer, voire provoquer, toutes les réunions qu'il juge nécessaire d'organiser et y participer.

Il en avise préalablement par courriel le maître de l'ouvrage. Il effectue la visite, seul ou accompagné du maître de l'ouvrage (ou de son représentant) si celui-ci le souhaite. Si les circonstances l'exigent, il peut demander la participation d'entreprises. Un compte-rendu de visite est porté au R.J.C. Il précise le temps de visite, son objet et les observations.

Ces visites sont obligatoirement dissociées des réunions de chantier.

ARTICLE 11 – Détail technique des prestations pour les opérations de catégorie 2

La coordination doit être assurée par un coordonnateur de niveau 2 ou de niveau 1.

Il s'agit d'opérations dont le volume est compris entre 500 hommes/jour soit 4 000 heures et 10 000 hommes/jour, soit 80 000 heures, ou dont le nombre d'entreprise est compris entre 2 et 10.

11.1 – Conception

11.1.1 – Phase Esquisse / Phase Diagnostic

Le coordonnateur :

- Ouvre le registre journal de coordination (RJC) ;
- Répertorie les points à traiter dans les documents graphiques, le relevé topo, le plan masse, la notice descriptive et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité ;
- Fait des propositions et les transmet à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
- Organise une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues ;
- Fait valider un compte-rendu par le MOA pour l'intégrer au RJC.

11.1.2 – Phase avant-projet sommaire

Le coordonnateur SPS doit :

- Répertorier les points à traiter dans les documents graphiques et techniques, la notice explicative et descriptive, le planning prévisionnel, les diagnostics et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité via la mise en place d'inspection des lieux visant à :
 - Délimiter le chantier
 - Matérialiser les zones de dangers spécifiques
 - Préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins,
 - Définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel
 - Définir les consignes de sécurité.
- Organiser une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues ;
- Faire valider un rapport d'analyse des risques par le MOA pour l'intégrer au RJC, par exemple :
 - Nettoyage des surfaces vitrées en élévation
 - Nettoyage des surfaces vitrées en toiture
 - Accès en couverture - moyens de sécurité vis à vis des chutes
 - Possibilité de mise en place de garde-corps ou à défaut de filets en couverture
 - Chemins permanents de circulation pour interventions fréquentes en couverture
 - Entretien des façades, moyens d'arrimage et de stabilité des échafaudages
 - Ravalements des halls de grande hauteur
 - Accès aux cabines d'ascenseurs
 - Accès aux canalisations en galerie technique
 - Accès en vide – sanitaire

Cette liste étant non exhaustive

11.1.3 – Phase avant-projet définitif

Le coordonnateur SPS doit :

- Visiter et définir les aménagements des chantiers (clôture, voies d'accès) avec le maître de l'ouvrage ou son représentant (Intègre des interférences du chantier avec les activités d'utilisation et d'exploitation) ;
- Répertorier les points à traiter dans les documents graphiques et techniques, la notice explicative et descriptive, le planning prévisionnel, le rapport préliminaire du bureau de contrôle et tout autre document ayant ou pouvant avoir une incidence en Santé-Sécurité ;
- Faire des propositions et les transmettre à travers un document de synthèse à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage ;
- Organiser une réunion de conception regroupant le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre où les propositions sont analysées et les solutions retenues ;
- Elaborer le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il sera transmis au maître de l'ouvrage sous format dématérialisé (.pdf avec reconnaissance de texte), afin de l'inclure dans les pièces contractuelles des marchés de travaux confiés aux entreprises ;
- Préparer le DIUO ;
- Analyser les dossiers, participer aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations ;
- Rédiger des déclarations préalables qui seront transmises par le maître de l'ouvrage à l'OPPBTP, la CARSAT et l'inspection du travail à joindre au dépôt du permis de construire.

11.1.4 – Phase projet et dossier de consultation des entreprises

Le coordonnateur SPS doit :

- Finaliser le PGC suite à l'inspection des lieux et à partir de la version validée lors de l'avant-projet définitif (le PGC initial fait partie du dossier de consultation remis aux entreprises).

- Analyser des dossiers de conception, vérifier la cohérence des pièces du marché avec le PGC, participer aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations.
- Émettre un avis, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité et la santé lors du chantier.
- Établir un projet de DIUO et la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises.
- Participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'OPC et veiller à la prise en compte des risques liés aux coactivités simultanées et/ou successives.

11.1.5 – Phase assistance à la passation des contrats de travaux

Le coordinateur SPS intervient dans la mise au point des marchés avec les entreprises afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques.

Il donne également son avis sur le contenu du Dossier de Consultation Entreprise (DCE) ainsi que sur le contenu des offres lors de l'analyse de celles-ci.

11.2 – Réalisation

11.2.1 – Phase études d'exécution (préparation de chantier)

Le coordonnateur :

- Procède avec chaque entreprise (préalablement à son intervention), y compris entreprise sous-traitante, à une inspection commune du chantier :
 - Précise au cours de cette inspection, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de Sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
 - Programme cette inspection commune avant la remise des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
 - Informe l'entreprise sur les risques importés et exportés ;
 - Communique à l'entreprise les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elle devra donner à ses salariés ;
 - Communique l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence, et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement concernant les chantiers non clos et non indépendants.
- Délimite le chantier en concertation avec la ou les entreprises en charge des installations de chantier :
 - Matérialise les zones du secteur dans lequel se situe le chantier (zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir) ;
 - Précise les voies de circulation que pourront emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature des entreprises pour la réalisation des travaux ;
 - Définit les installations sanitaires, vestiaires et locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels, pour les chantiers non clos et non indépendants ;
- Prend en charge la gestion des PPSPS :
 - Demande les PPSPS aux entrepreneurs ;
 - Réceptionne les PPSPS des entreprises ;
 - Organise, avec les différentes entreprises y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes en même temps sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
 - Définit les modalités d'utilisation commune des installations, des matériels, des circulations verticales et horizontales ;
 - Propose les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier ;

- Adapte le PGCSPS en y adjoignant et en harmonisant au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSPS ;
- Informe le représentant du maître de l'ouvrage de l'adjonction des PPSPS dans le PGCSPS ;

11.2.2 – Phase déroulement de l'exécution des contrats de travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- Veiller à l'application du PPSPS et des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent, par des contrôles et inspections de chantier ;
- Tenir à jour et conserver le RJC en permanence sur le chantier, accessible au maître de l'ouvrage et à toute autorité de contrôle (Le mobilier de conservation peut être mis à disposition par l'un des titulaires des marchés travaux, dans la zone vie du chantier). Cette obligation peut être modulée à une exigence de capacité de présentation du RJC si celui-ci est dématérialisé ;
- Compléter, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le DIUO :
 - Il demande aux titulaires des marchés, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques permettant de compléter le DIUO ;
 - Il fait porter ses demandes de documents techniques sur le compte-rendu de réunion de chantier, établi entre le maître d'œuvre et les entreprises de travaux ;
- Participer aux réunions de chantier et formule des observations (visites inopinées sur le chantier, veille de la mise en œuvre des principes généraux définies et des procédures de travail qui interfèrent, produit des comptes-rendus et communications diverses, ...).

11.2.3 – Phase d'assistance aux opérations de réception (transmission à l'exploitant)

Le coordonnateur :

- Remet le DIUO au maître de l'ouvrage au plus tard sept (7) jours ouvrés après la réception des travaux (le CSPS ne devra en aucun cas arguer de la non remise des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) par les entreprises pour établir le DIUO) ;
- Organise une visite de l'ouvrage pour présenter le DIUO à l'exploitant.

11.2.4 – Phase année de parfait achèvement

Le coordonnateur SPS peut :

- Effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, si les travaux post-réception peuvent générer de la coactivité.
- Modifier et compléter si nécessaire le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

11.3 – Présence du CSPS sur l'opération

11.3.1 – Participation aux réunions de conception

Le titulaire organise a minima les **deux réunions de conception prévues**, destinées à mettre en place une collaboration poussée entre le CSPS, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre. Ces réunions ont notamment pour objectif d'approfondir l'organisation du chantier pour développer de manière performante et économique le PGC, notamment en mutualisant les actions de sécurité des entreprises.

Elles doivent également permettre de faire des choix relatifs à la conception du projet intégrant des éléments de sécurité dans un objectif de sécurisation des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

11.3.2 – Participation aux réunions de chantier

Le titulaire participe à une partie des réunions de chantier (**à raison d'un minimum d'une réunion par mois répartie selon les besoins exprimés par le maître de l'ouvrage**), destinée à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier.

Le P.V. de l'ensemble de la réunion de chantier sera notifié par le maître d'œuvre au CSPS, qui formulera ses observations éventuelles.

Le CSPS pourra être convoqué dans la limite des exigences de l'accord-cadre.

En cas d'absence non justifiée, le titulaire du marché se verra appliquer les pénalités afférentes conformément à l'article 17 Pénalités du CCAP.

11.3.3 – Visites organisées à l'initiative du CSPS (visites inopinées)

Un minimum de deux visites mensuelles inopinées est effectué sur chantier.

Le titulaire doit s'informer de l'état d'avancement des études et des travaux, et déterminer, voire provoquer, toutes les réunions qu'il juge nécessaire d'organiser et y participer.

Il en avise préalablement par courriel le maître de l'ouvrage. Il effectue la visite, seul ou accompagné du maître de l'ouvrage (ou de son représentant) si celui-ci le souhaite. Si les circonstances l'exigent, il peut demander la participation d'entreprises. Un compte-rendu de visite est porté au R.J.C. Il précise le temps de visite, son objet et les observations.

Ces visites sont obligatoirement dissociées des réunions de chantier.

ARTICLE 12 – Détail technique des prestations pour les opérations de catégorie 3

La coordination est assurée, dans ce cas, par un coordonnateur de niveau 3, de niveau 2 ou de niveau 1. Il s'agit de chantiers où sont présentes deux entreprises et pour lesquels le volume des travaux à réaliser n'atteint ni 500 hommes/jour, ni 30 jours avec un effectif de pointe supérieur à 20 salariés, et qui ne figurent pas sur la liste des travaux à risques particuliers. Elles concernent notamment les chantiers non soumis à déclaration préalable.

Sous réserve de l'observation des dispositions du code du travail, il peut être dérogé, dans les chantiers dont la durée n'excède pas quatre mois, aux obligations relatives aux installations sanitaires et à la restauration. De même, la possibilité de mise en commun, au niveau de l'ensemble des entreprises appelées à intervenir, des moyens disponibles en sauveteurs secouristes du travail ne devrait pas être perdue de vue par les coordonnateurs.

Enfin, il est rappelé que le registre-journal doit contenir les comptes rendus d'inspection, et les consignes et observations du coordonnateur, y compris pour cette catégorie de chantier.

12.1 – Conception

Le coordonnateur :

- Ouvre le registre journal de coordination (RJC) ;
- Visite et définit les aménagements des chantiers (clôture, voies d'accès) avec le maître de l'ouvrage ou son représentant (Pour intégrer les interférences des chantiers avec les activités d'utilisation et d'exploitation) ;
- Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune (en tenant compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier) ;
- Délimite le chantier y compris pour les chantiers clos et indépendants :

- Matérialise les zones du secteur dans lequel se situe le chantier (zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir) ;
- Précise les voies de circulation que pourront emprunter le personnel, les véhicules et engins de toute nature des entreprises pour la réalisation des travaux ;
- Définit les installations sanitaires, vestiaires et locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels, pour les chantiers non clos et non indépendants ;
- Elabore le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il sera transmis au maître de l'ouvrage sous format dématérialisé (.pdf avec reconnaissance de texte), afin de l'inclure dans les pièces contractuelles des marchés de travaux confiés aux entreprises ;
- Analyse des dossiers de conception, participe aux réunions concernant la coordination, visite du site du chantier, avis, observations ;
- Elabore le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ;
- Intervient dans le temps de mise au point des marchés d'entreprises, afin de définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;

12.2 – Réalisation

Le coordonnateur :

- Procède avec chaque entreprise (préalablement à son intervention), y compris entreprise sous-traitante, à une inspection commune du chantier :
 - Précise au cours de cette inspection, en fonction des caractéristiques des travaux que l'entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ;
 - Programme cette inspection commune avant la remise des plans particuliers simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSSPS) ;
 - Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés ;
 - Communique l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence, et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement concernant les chantiers non clos et non indépendants ;
- Prend en charge la gestion des PPSSPS :
 - Demande les PPSSPS aux entrepreneurs et les réceptionne ;
 - Réceptionne les PPSSPS des entreprises ;
 - Organise, avec les différentes entreprises y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes en même temps sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
 - Définit les modalités d'utilisation commune des installations, des matériels, des circulations verticales et horizontales ;
 - Propose les dispositions qui s'avèreraient nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
 - Adapte le PGSCSPS en y intégrant et en harmonisant au fur et à mesure de leur élaboration, les PPSSPS ;
 - Informe le représentant du maître de l'ouvrage de l'intégration des PPSSPS dans le PGSCSPS ;
 - Veille à leur information mutuelle, ainsi qu'à l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ;
 - Veille à l'application du PPSSPS et des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent, par des contrôles et inspections de chantier ;
- Tient à jour et conserve le RJC en permanence sur le chantier, accessible au maître de l'ouvrage et à toute autorité de contrôle (Le mobilier de conservation peut être mis à disposition par le représentant du maître de l'ouvrage) ;
- Complète, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, le DIUO ;

- Demande aux titulaires des marchés, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques permettant de compléter le DIUO ;
- Fait porter ses demandes de documents techniques sur le compte-rendu de réunion de chantier ;
- Remet le DIUO au maître de l'ouvrage au plus tard sept (7) jours après la réception des travaux (le CSPS ne devra en aucun cas arguer de la non remise des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) par les entreprises pour établir le DIUO) ;
- Participe aux réunions de chantier et formule des observations (visites inopinées sur le chantier, veille de la mise en œuvre des principes généraux définis et des procédures de travail qui interfèrent, produit des comptes-rendus et communications diverses, ...).

12.3 – Présence du CSPS sur l'opération

12.3.1 – Participation aux réunions de chantier

Le titulaire participe **aux réunions de chantier à raison d'un minimum de 1 fois par mois** réparties selon les besoins exprimés par le maître de l'ouvrage, destinées à traiter les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier.

Le P.V. de l'ensemble de la réunion de chantier sera notifié par le maître d'œuvre au CSPS, qui formulera ses observations éventuelles.

Le CSPS pourra être convoqué dans la limite des exigences de l'accord-cadre. En cas d'absence non justifiée, le titulaire du marché se verra appliquer les pénalités afférentes.

12.3.2 – Visites organisées à l'initiative du CSPS (visites inopinées)

Un **minimum de deux visites mensuelles** est effectué.

Le titulaire doit s'informer de l'état d'avancement des études et des travaux, et déterminer, voire provoquer, toutes les réunions qu'il juge nécessaire d'organiser et y participer.

Il en avise préalablement par courriel le maître de l'ouvrage. Il effectue la visite, seul ou accompagne du maître de l'ouvrage (ou de son représentant) si celui-ci le souhaite. Si les circonstances l'exigent, il peut demander la participation d'entreprises.

Un compte-rendu de visite est porté au R.J.C. Il précise le temps de visite, son objet et les observations.

Ces visites sont obligatoirement dissociées des réunions de chantier.

ARTICLE 13 – Modalités d'exécution générales

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, et selon les catégories d'opération, les prestations sont scindées en deux phases de conception et de réalisation, qui peuvent être plus ou moins détaillées selon les dispositions d'application de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Toutes les modalités d'exécution sont incluses au BPU.

13.1 – Autorité

Le CSPS aura un droit d'accès permanent au chantier, et pourra requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission. Il disposera également d'un libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Pour toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que tout manquement aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs constaté sur les chantiers, le CSPS procédera de façon progressive à :

1. Une remarque verbale avec consignation dans le registre journal accompagnée de la réaction de l'entreprise ;
2. Une remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage, si le problème persiste ;
3. Une remarque en réunion de chantier avec mention portée au registre-journal du chantier (R.J.C) en cas d'absence de réaction ;
4. Une demande d'arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant, adressée au maître de l'ouvrage avec inscription au R.J.C.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le CSPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger et fournir un compte rendu simultané au maître de l'ouvrage. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du CSPS, sont également consignées dans le registre journal avec la description de l'incident, des mesures prises et de l'entreprise et des personnels concernés.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants est soumis au maître de l'ouvrage.

13.2 – Moyens matériels

Les communications téléphoniques et équipements individuelles du CSPS sont à sa charge. Les salles de réunions nécessaires pour le suivi régulier et pour le CISSCT le cas échéant, seront fournis par le maître de l'ouvrage ou dans le cadre des installations de chantier.

13.3 – Protection de l'environnement contre les déchets

Le titulaire s'engage à associer à sa mission la prise en compte de la gestion des déchets selon les prescriptions de la norme NF P03-001.

En phase de conception, il prendra en compte la problématique de la gestion des déchets dans les interventions et documents produits par le titulaire (assistance au maître de l'ouvrage sur le principe de gestion à retenir, information des entreprises concernant les attentes du maître de l'ouvrage, rappel de certains textes utiles aux entreprises...).

En phase de réalisation, il mettra en application les dispositions établies en phase de conception (cohérence des principes retenus pour la collecte et l'évacuation des déchets avec le PGSCSPS ou le PGSCSPS (avec le schéma d'organisation du suivi et de l'enlèvement des déchets le cas échéant), contrôle de la mise en œuvre de l'ensemble...).

13.4 – Sécurité des personnes extérieures au chantier

En tant qu'assistant au maître de l'ouvrage, et pour soutenir ce dernier dans l'accomplissement de la fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre, le titulaire associera à sa mission une alerte sur la présence de personnes extérieures au chantier, dont les travailleurs dissimulés tels que le définit l'article L8222-6 du code du travail.

En phase de conception, il développera dans le PGC les conditions d'accueil et de visite des personnes extérieures au chantier. Il insèrera également un ou plusieurs articles pour la prévention contre le travail dissimulé (information aux entreprises à travers le PGSCSPS ou le PGSCSPS sur le sujet, contrôle de la présence dans les PPSPS et PPSSPS d'une copie de la carte d'identification professionnelle (Gérées par le réseau des Caisses de Congés Payés), ou d'un équivalent, des personnels intervenant sur le chantier...).

En phase de réalisation, il alertera le maître de l'ouvrage s'il se trouve en présence de personnes extérieures au chantier, y compris de personnels dissimulés (vigilance lors des visites de chantier (notamment les visites inopinées) aux écarts d'effectifs et à la concordance des listes (nominatives ou non) avec le personnel présent sur chantier, signalement de toute anomalie au maître de l'ouvrage et report sur le RJC...).

13.5 – Amiante et plomb

Le titulaire s'engage à assister le maître de l'ouvrage sur les repérages amiante et plomb avant travaux. Il doit l'alerter en cas d'absence de réalisation d'une mission de repérage amiante et intégrer des éléments pertinents des rapports du repérage dans la rédaction du PGSCSPS ou PGSCSPS.

En outre il devra produire une analyse critique des rapports amiante et plomb avant travaux à travers un contrôle de base (association du contenu des listes de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante (arrêté du 26 juin 2013 et norme NF X46-020) avec les travaux à effectuer, accompagnement du représentant du maître de l'ouvrage lors de l'inspection initiale de l'opérateur de repérage, assistance au maître de l'ouvrage dans le cadre de l'examen des surfaces traitées avant restitution des locaux...).

13.6– Registre journal de Chantier (RJC)

Pour chaque chantier :

Le titulaire met en place un RJC dans lequel il consigne tous les éléments concernant l'hygiène, la sécurité et la prévention de la santé au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

1. Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières, qu'il fait viser par les entreprises concernées ;
2. Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés, avec leur réponse éventuelle (Toutes les observations du CSPS sont prises en compte par le maître de l'ouvrage ou son représentant. Si ces derniers contestent une observation, ils doivent justifier les raisons de leur refus. Le titulaire dispose alors d'un délai de 10 jours pour effectuer une nouvelle proposition) ;
3. Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux. Si nécessaire, cette liste est précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.
4. La conversion hebdomadaire homme / jour présente sur le chantier. Sur leur demande, il présente le R.J.C. au maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail ou à son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment (OPPBTP), et au représentant du chef de service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques ;
5. Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder.

Le titulaire dispose à minima de 7 jours ouvrés pour ouvrir le RJC à compter du point de départ du délai d'exécution de chaque commande, puis de 48h après chaque passage pour le mettre à jour.

Une copie du procès-verbal de transmission du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est annexée au RJC.

13.7 – Plan Général de Coordination (PGC et PGSC)

Pour chaque chantier :

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est intégré aux documents contractuels constituant le marché de chaque entreprise intervenant dans l'opération de construction. Le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour remettre le PGC à compter du point de départ du délai d'exécution.

Il comporte notamment :

- 1) Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- 2) Les mesures d'organisation générale des chantiers arrêtées par le maître d'œuvre, en concertation avec le CSPS ;
- 3) Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, en concertation avec le maître d'œuvre, concernant notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site.
- 4) Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- 5) Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :
 - a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage dans les pièces contractuelles prévues au marché de chaque entreprise ;
 - b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître de l'ouvrage pour établir des conditions telles que les travaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables, en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail.
- 6) Les renseignements pratiques propres au lieu du chantier concernant les secours et l'évacuation des personnes, ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- 7) Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants ;
- 8) Le règlement du collège interentreprises lorsque celui-ci est constitué.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document contractuel avec les entrepreneurs. Il sera complété avec les PPSPS ainsi que les adjonctions éventuelles en annexe pendant toute la durée du chantier, et remis au maître de l'ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre-journal de la coordination.

Il doit prendre en compte la réalité du chantier et les différentes versions incluant les adaptations apportées tout au long de la vie du chantier seront indexées (numéro d'enregistrement et date de la version).

13.8 – Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS et PPSSPS)

Chaque entreprise établit son propre plan qui est adressé au coordonnateur, préalablement à l'inspection commune et au démarrage de l'intervention, pour harmonisation des PPSPS des différentes entreprises, et annexion au PGC. Cette action d'harmonisation est essentielle dans la démarche du CSPS qui prendra le plus grand soin à optimiser les mesures prévues par chaque entreprise, notamment en rationalisant celles redondantes ou en mutualisant celles communes. Le titulaire dispose au maximum de 7 jours ouvrés pour harmoniser les PPSPS à compter de la réception de l'ensemble des PPSPS demandés.

Si une entreprise ne fournit pas son PPSPS dans les délais requis, le CSPS en informe le maître d'ouvrage et intervient directement auprès de l'entreprise.

Le CSPS est tenu de communiquer à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier et soumis à l'obligation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, et de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de

protection de la santé (PPSPS) établis par les autres entrepreneurs. En outre, le CSPS communique aux entrepreneurs qu'il juge utile les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros-œuvre, et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 4532-8 du Code du Travail.

Le maître de l'ouvrage devra communiquer au CSPS les acceptations des sous-traitants au moins 8 jours calendaires minimum avant leurs interventions sur le chantier pour permettre au CSPS de procéder à l'inspection commune préalable.

13.9 – Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le CSPS établit le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) prévu à l'article 4532-16 du Code du Travail, en rassemblant sous bordereau tous les documents tels que les plans et notes techniques, de nature à sécuriser et faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Ce dossier est élaboré dès la phase conception par le CSPS en lien étroit notamment avec la maîtrise d'œuvre puis complété en phase réalisation avec l'ensemble des intervenants concernés sur le chantier.

Conformément à l'article L.4532-16 du code du travail, le coordonnateur établi et complète un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures au fur et à mesure du déroulement des éléments des parties techniques liés à la conception, à l'étude et à l'établissement du projet, puis à la réalisation de l'ouvrage.

Le DIUO est complété au fur et à mesure de l'avancement du chantier en demandant aux titulaires des marchés, dont les réalisations concernent les interventions ultérieures sur l'ouvrage, les documents techniques permettant de compléter le DIUO (le CSPS ne devra en aucun cas arguer de la non-remise des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) par les entreprises pour établir le DIUO). Le CSPS sera exonéré de toute faute si les entreprises titulaires n'ont pas répondu aux demandes de fourniture des documents du CSPS.

Le DIUO est remis sous format dématérialisé (.pdf avec reconnaissance de texte) par le CSPS en titre au maître de l'ouvrage, au plus tard 7 jours ouvrés après à la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Une photocopie du procès-verbal de transmission au maître de l'ouvrage du DIUO doit être annexée au registre journal (code du travail, article. R.4532-39).

Il comporte notamment, s'il s'agit de lieux de travail, le dossier de maintenance des lieux de travail défini par l'article R. 4211-3 du code du travail.

Pour les autres ouvrages, doivent notamment figurer au dossier les dispositions prises :

- 1) Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- 2) Pour l'accès en couverture, et notamment :
 - a) Les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - b) Les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - c) Les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes.
- 3) Pour faciliter l'entretien des façades et notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- 4) Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, et notamment pour :
 - a) Le ravalement des halls de grande hauteur ;
 - b) Les accès aux cabines d'ascenseurs ;
 - c) Les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire.
- 5) Pour les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet ;

Le DIUO intégrera un modèle de fiche ou de tableau qui servira de document de liaison avec les entreprises qui consulteront le dossier pour assurer la traçabilité de ces consultations et la prise en compte des dispositions fondamentales pour leurs interventions telles que les accès des personnels, la situation de travail et l'accès de l'approvisionnement.

Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur est requis, un exemplaire du dossier (s'il existe) est remis au coordonnateur désigné par le maître de l'ouvrage. Il apportera au dossier les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux. Les destinataires de ces informations sont les mêmes que pour le dossier initial, selon la même procédure (code du travail, article R. 4532-98).

13.10 – Registre des procès-verbaux du CISSCT

Le CSPS conserve un registre des procès-verbaux résultant du CISSCT. Ce registre pourra être intégré au RJC.

Les procès-verbaux font ressortir, notamment :

- 1) Les décisions prises par le CISSCT ;
- 2) Le compte rendu des inspections du chantier ;
- 3) Les formations à la sécurité dispensées par les entreprises ainsi que les formations à la sécurité complémentaires décidées par le CISSCT.

13.11 – Plan de prévention

Lorsque cela s'avère nécessaire, le maître de l'ouvrage peut confier au CSPS une mission d'assistance à la rédaction du plan de prévention prévu lors de travaux non soumis à l'obligation réglementaire de recourir à un CSPS. Le plan de prévention est établi par écrit et arrêté avant le commencement des travaux dans les deux cas suivants :

- Dès lors que l'opération à réaliser par les entreprises extérieures, y compris les entreprises sous-traitantes auxquelles elles peuvent faire appel, représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus. Il en est de même dès lors qu'il apparaît, en cours d'exécution des travaux, que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ;
- Quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée, respectivement, par arrêté du ministre chargé du travail.

Le plan de prévention comprendra à minima les éléments suivants :

- La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- Les instructions à donner aux travailleurs ;
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
- Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Ce plan de prévention est obligatoire pour toute intervention d'une entreprise extérieure en site occupé.

Pour faciliter la preuve de l'existence et du contenu du plan de prévention, a fortiori si un CSPS est missionné pour le définir, il est préférable de consigner les mesures prises par écrit et de faire signer le document par l'entreprise intervenante.

ARTICLE 14 – Synthèse des livrables attendus

Les documents sont à remettre au format dématérialisé.

Le titulaire s'engage à transmettre les livrables correspondant aux exigences de forme, de format, de qualité et de niveau de détail définis en accord avec le service bénéficiaire.

A minima, les documents attendus au titre de livrables sont :

- le RJC conformément à l'article 13.6 du présent CCTP
- le plan général de coordination (PGC / PGSC), conformément à l'article 13.7 du présent CCTP
- Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS / PPSSPS), conformément à l'article 13.8 du présent CCTP
- le dossier d'intervention ultérieure à l'ouvrage (DIUO), conformément à l'article 13.9 du présent CCTP
- le registre des procès-verbaux du CISSCT, conformément à l'article 13.10 du du présent CCTP

Tous les livrables sont inclus au BPU.

ARTICLE 15 – Responsabilité

Le titulaire est assujetti au respect des délais et de la qualité des livrables sous peine de mise en œuvre des pénalités de retard, de réfections voire de la résiliation de l'accord cadre.

Le maître de l'ouvrage veille à ce que le coordonnateur soit associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet de l'ouvrage, en particulier en s'assurant qu'il est invité dans des délais compatibles avec l'exercice de sa mission et qu'il a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et en le rendant destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci.